

Nous sommes tous conscients de l'importance considérable de l'industrie de la pêche pour le Canada. Toute mesure ou programme destiné à relancer l'industrie sur les côtes de l'Est ou de l'Ouest, ou à l'intérieur du pays, ralliera notre entier appui. Je pense à naïgère, monsieur le président, lorsqu'on collaborait vraiment, en abandonnant tout esprit de parti, chaque fois qu'on abordait des problèmes relatifs à la pêche. L'esprit de collaboration animait, je pense, tous les députés, car ceux-ci se rendaient compte que ces problèmes ne pouvaient pas être réglés par le parti pris politique, mais en collaborant dans la présentation de mesures que nous jugions efficaces et satisfaisantes en l'occurrence. Mais une nouvelle ère semble maintenant commencer. Nous avons abandonné cet esprit de collaboration et adopté une attitude de dénigrement qui nuira à l'ensemble de l'industrie.

• (9.30 p.m.)

Avec l'appui de son collègue de Skeena, le député de Comox-Alberni a tenté assez longuement de dénigrer le gouvernement de sa province. Il est remarquable qu'il s'agit des députés qui semblent prendre un grand plaisir à agir de la sorte pour des fins politiques, mais il est malheureux qu'on ait recours à pareilles tactiques au cours d'un débat de ce genre. Je désire assurer au ministre des Pêcheries, à vous, monsieur le président, et à tous les députés, que le gouvernement de la Colombie-Britannique s'intéresse activement à tous les secteurs de l'économie de la province et au bien-être de tous ses habitants. Il se peut que la perspective d'une campagne électorale se dessine en Colombie-Britannique et que cela fasse partie du programme.

M. Howard: Je ne le savais pas.

M. Patterson: C'est peut-être le lancement d'une campagne électorale. Il y a plusieurs années, j'ai été invité à une réunion à caractère non politique; elle était tenue sous les auspices des organismes de pêche. Des représentants des divers partis politiques y étaient présents et c'était pendant une campagne électorale. Les candidats en ont profité pour parler de leur programme politique. Je puis assurer à tous les intéressés que la tentative n'a pas très bien réussi; au contraire, elle a raté complètement.

A mon avis, monsieur le président, les problèmes auxquels fait face l'industrie de la pêche en Colombie-Britannique, et ailleurs au Canada, ne sauraient être réglés par des critiques ou des insinuations politiques, mais par

des efforts organisés et constants de la part de tous les intéressés en vue de trouver une solution aux problèmes auxquels nous faisons tous face.

M. Howard: Me permettriez-vous de poser une question?

M. Patterson: Bien sûr.

M. Howard: Le député m'a permis de poser une question, monsieur le président. Je suis sûr que nous voulons tous travailler dans un esprit de collaboration; c'est notre désir, notre intention et notre espoir. Si nous nous sommes trompés, comme le député l'a dit, je me demande si, pour nous ramener sur la bonne voie, il ne nous donnerait pas le détail de ce que le gouvernement provincial a fait ces dernières années pour aider l'industrie de la pêche en Colombie-Britannique?

M. Patterson: Dans le passé, les pêcheries dépendaient d'un autre ministère, et, en réalité, il en est encore ainsi aujourd'hui. Je crois, néanmoins, que nous devons admettre que, sur la côte du Pacifique, c'est le gouvernement fédéral qui est surtout responsable de la gestion des pêcheries. En effet, l'examen des règlements ainsi que l'étude de la situation d'ensemble dans sa répercussion sur les pêcheries du Pacifique, indiquent clairement que le gouvernement fédéral assume la plus grande part des responsabilités dans le domaine des pêcheries. Je sais que le ministre dont dépendent les pêcheries, sur le plan provincial, s'intéresse vivement à cette question. Je sais aussi qu'il s'en occupe activement et que, tout comme la Colombie-Britannique a fait face aux problèmes qu'elle a rencontrés dans d'autres domaines et les a résolus, elle est prête à aborder celui-ci de manière réaliste, à faire face dans la mesure de ses moyens à ses responsabilités sur le plan provincial et à coopérer avec le gouvernement fédéral pour vaincre les difficultés inhérentes à l'expansion, à la conservation, à la recherche de débouchés et à toutes autres difficultés rencontrées sur la côte du Pacifique.

Par conséquent, monsieur le Président, ce serait de la négligence de ma part de ne pas faire ces quelques observations. Je répète, malgré l'opinion du député de Saint-Jean-Albert selon laquelle le saumon de l'Atlantique est supérieur à tous les autres poissons du Canada, que je ne suis pas d'accord avec lui, parce que c'est dans ma circonscription que coule le grand fleuve Fraser, un des réservoirs à saumon les plus vastes non seulement du continent, mais du monde. J'affirme